

No. 102.

---

**ROYAUME-UNI  
DE GRANDE-BRETAGNE  
ET D'IRLANDE ET PERSE**

Accord portant modification à la convention commerciale du 9 février 1903, signé à Téhéran le 21 mars 1920.

---

**UNITED KINGDOM  
OF GREAT BRITAIN AND  
IRELAND AND PERSIA**

Agreement modifying the commercial convention of February 9, 1903, signed at Teheran, March 21, 1920.

## TRADUCTION — TRANSLATION.

No. 102. — ACCORD ENTRE LE ROYAUME UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET LA PERSE, PORTANT MODIFICATION A LA CONVENTION COMMERCIALE<sup>1</sup> DU 9 FÉVRIER 1903. TÉHÉRAN, LE 21 MARS 1920.

No. 102. — AGREEMENT BETWEEN THE UNITED KINGDOM AND PERSIA, MODIFYING THE COMMERCIAL<sup>1</sup> CONVENTION OF FEBRUARY 9, 1903. TEHRAN, MARCH 21, 1920.

*Texte officiel français et traduction anglaise communiqués par le Ministère des Affaires Étrangères de Sa Majesté Britannique. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 19 avril 1921.*

*French official text and English translation forwarded by His Britannic Majesty's Foreign Office. The registration of this agreement took place on April 19, 1921.*

ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE REPRÉSENTANT DE S. M. BRITANNIQUE A TÉHÉRAN ET LE GOUVERNEMENT PERSAN.

EXCHANGE OF NOTES BETWEEN HIS BRITANNIC MAJESTY'S REPRESENTATIVE AT TEHRAN AND THE PERSIAN GOVERNMENT.

*De Son Altesse Vossough-Ed-Dowleh à Sir Percy Cox.*

*His Highness Vossough-Ed-Dowleh to Sir Percy Cox.*

TÉHÉRAN, le 21 mars 1920.

TEHRAN, March 21, 1920.

EXCELLENCE,

YOUR EXCELLENCY,

J'ai l'honneur d'informer votre Excellence que j'ai reçu un exemplaire du rapport à l'unanimité de la Commission mixte, nommée par les Gouvernements britannique et persan, conformément à l'article 6 de l'Accord du 9 août 1919. Votre Excellence a sans doute aussi reçu ce rapport, dont une copie se trouve toutefois annexée, pour référence, à la présente note.

I have the honour to inform your Excellency that I have received a copy of the report of the Mixed Commission appointed by the British and Persian Governments in accordance with article 6 of the Agreement of the 9th August, 1919. Your Excellency has doubtless also received this report, of which a copy is hereto annexed.

Le Gouvernement impérial persan m'autorise à vous informer qu'il accepte les recommanda-

The Imperial Persian Government authorise me to inform you that they accept the recom-

<sup>1</sup> De Martens, Nouveau Recueil Général des Traités, deuxième série, vol. 31, 1<sup>a</sup> e 505.

<sup>1</sup> British and Foreign State Papers, vol. 96, page 51.

tions formulées par la Commission mixte et propose que la période indiquée au paragraphe 13 de l'Accord soit de cinq années. Je serai heureux d'apprendre de votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté britannique accepte également ces recommandations.

Veillez, etc.

(Signé) VOSSOUGH-ED-DOWLEH.

*Sir Percy Cox  
à Son Altesse Vossough-Ed-Dowleh.*

LÉGATION BRITANNIQUE  
TÉHÉRAN

*Le 21 mars 1920.*

ALTESSE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note en date de ce jour par laquelle votre Altesse veut bien me transmettre copie du rapport de la Commission mixte, nommée conformément à l'article 6 de l'Accord du 9 août 1919 entre les Gouvernements persan et britannique, et me signifier l'acceptation par le Gouvernement impérial persan des recommandations de ladite Commission mixte.

Le Gouvernement de sa Majesté britannique m'autorise à déclarer qu'il accepte également les recommandations de la Commission mixte, et convient que la période indiquée au paragraphe 13 soit de cinq années.

Je saisis, etc.

(Signé) P. Z. COX.

#### RAPPORT

DE LA COMMISSION MIXTE NOMMÉE EN VERTU DE L'ARTICLE 6 DE L'ACCORD ANGLO-PERSAN DU 9 AOÛT 1919.

Ayant adopté à l'unanimité l'accord ci-joint, la Commission mixte a l'honneur de le soumettre à l'approbation des Gouvernements des Hautes Parties contractantes. La Commission se permet,

recommendations formulated by the Mixed Commission, and propose that the period mentioned in paragraph 13 of the Agreement shall be five years. I shall be glad to learn from your Excellency that His Britannic Majesty's Government equally accept these recommendations.

I have, etc.

(Signed) VOSSOUGH-ED-DOWLEH.

*Sir Percy Cox  
to His Highness Vossough-Ed-Dowleh.*

BRITISH LEGATION  
TEHRAN

*March 21, 1920.*

YOUR HIGHNESS,

I have the honour to acknowledge the receipt of your Highness's note of to-day, in which you are good enough to transmit to me a copy of the report of the Mixed Commission appointed in accordance with article 6 of the Agreement of the 9th August, 1919, between the Persian and British Governments, and to inform me of the acceptance by the Imperial Persian Government of the recommendations of that Mixed Commission.

His Britannic Majesty's Government authorise me to state that they equally accept the recommendations of the Mixed Commission, and agree that the period referred to in paragraph 13 shall be five years.

I avail, etc.

(Signed) P. Z. COX.

#### REPORT

OF THE MIXED COMMISSION APPOINTED IN VIRTUE OF ARTICLE 6 OF THE ANGLO-PERSIAN AGREEMENT OF AUGUST 9, 1919.

Having unanimously adopted the agreement annexed hereto, the Mixed Commission has the honour to submit it for the approval of the Governments of the High Contracting Parties.

en outre, d'exprimer l'avis que, dans le cas où ses recommandations seraient approuvées, elles devraient entrer en vigueur à partir du 22 mars 1920 (le No Ruz persan), à condition que les contrats qui auront déjà été passés soient soumis au régime énoncé dans la note 4 préfixée au tarif.

*Les délégués britanniques :*

H. LLEWELLYN SMITH.  
A. C. Mc WATTERS.  
C. R. WATKINS.

*Les délégués persans :*

AKBAR.  
DR EMIR AALAM.  
J. HEYNSSENS.

Le 9 mars 1920.

ACCORD.

En vue de prévenir des doutes quant à la signification et à la portée de la Convention commerciale anglo-persane du 9 février 1903, et d'adapter certaines de ces dispositions aux nouvelles circonstances, il est convenu ce qui suit :

1. Lorsque, dans la convention du 9 février 1903 ou dans le présent accord, il est fait mention de l'Empire britannique ou de marchandises britanniques, ces termes doivent être interprétés comme étant applicables aux territoires se trouvant sous la protection ou sous l'administration britannique et aux marchandises originaires de ces territoires.

2. Les mots « sujets britanniques » dans l'article 1<sup>er</sup> de la convention ne devront pas être interprétés de façon que les marchandises britanniques importées en Perse par les ressortissants d'un autre pays — persans ou autres — soient éventuellement imposées d'un droit plus élevé que ceux fixés par le tarif annexé à la convention.

3. Les mots « colonie britannique » dans le second paragraphe de l'article 2 de la convention (qui reconnaît à toute colonie britannique ayant un tarif douanier spécial la faculté de retirer sa participation à la convention, à condition de perdre le traitement de la nation la plus favorisée en Perse) doivent être interprétés comme

The Commission at the same time express the view that if these recommendations are approved, they should take effect from the 22nd March, 1920 (the Persian New Year), on condition that contracts which have already been entered into should be submitted to the régime set forth in the note 4 prefixed to the tariff.

*British Delegates :*

H. LLEWELLYN SMITH.  
A. C. McWATTERS.  
C. R. WATKINS.

*Persian Delegates :*

AKBAR.  
DR EMIR AALAM.  
J. HEYNSSENS.

March 9, 1920.

AGREEMENT.

In order to avoid doubts as to the meaning and scope of the Anglo-Persian Commercial Convention of the 9th February, 1903, and to adapt certain of its provisions to the altered circumstances, it is agreed as follows :—

(1) References in the convention of the 9th February, 1903, or in the present agreement to the « British Empire » or to « British merchandise » are to be construed as applicable to territories under British protection or administration and to merchandise originating therein.

(2) The words « British subjects » in article 1 of the convention shall not be construed in such a way as to subject British goods imported into Persia by nationals of another country (Persian or other) to duties higher than those fixed by the tariff annexed to the convention.

(3) The words « British colony » in the second paragraph of article 2 of the convention (which recognises the right of a British colony having a special customs tariff to withdraw from participation in the convention on condition of losing most-favoured-nation treatment in Persia) are to be construed as including any part of the

comprenant toute partie de l'Empire britannique (autre que le Royaume-Uni) qui possède un régime douanier distinct.

4. Le droit au traitement de la nation la plus favorisée, dont jouissent réciproquement les sujets et le commerce des deux Etats contractants sous le régime de la convention, doit être interprété comme s'étendant au traitement de leurs navires et bateaux, qui continueront, d'ailleurs, de jouir d'un traitement égal à celui accordé aux navires et bateaux nationaux en tout ce qui concerne le commerce et la navigation, y compris les facilités et les charges de toutes sortes dans les ports et rades.

5. Chacun des Etats contractants accordera des facilités de transit aux marchandises originaires de ou destinées à l'autre Etat. Il est entendu que ni l'un ni l'autre Etat n'est tenu d'accorder de telles facilités aux marchandises originaires de territoires dans lesquels des facilités similaires ou analogues sont refusées aux marchandises en transit de ou vers cet Etat. Le Gouvernement persan élaborera un règlement douanier pour donner effet à cette disposition.

6. Au cas où un produit persan serait soumis à un droit d'accise, ce droit ne sera pas perçu sur les marchandises similaires importées, d'origine britannique ; mais en cas d'établissement et de perception générale en Perse d'un droit d'accise sur le tabac, l'opium, les alcools ou le sel, dont le taux excéderait le droit d'entrée applicable aux produits similaires, le Gouvernement persan sera qualifié, sans attendre la date de la prochaine révision du tarif, pour augmenter le droit d'entrée d'un montant non supérieur à la différence, à condition qu'en cas de diminution ou de suppression du droit d'accise le taux du droit d'entrée sera réduit dans la même mesure.

7. Le terme « produits du sol » dans l'article 3 de la convention doit être interprété comme comprenant les denrées alimentaires et les matières d'industrie. Par conséquent, les mots « ou les matières d'industrie » devront être ajoutés à la fin du susdit article. Il est entendu qu'aucune prohibition ne pourra être appliquée, sauf en vertu d'un ordre ou décret exprès du Gouvernement.

8. Il est reconnu que la concurrence déloyale telle que l'emploi de fausses marques sur les marchandises porterait atteinte au droit du traitement de la nation la plus favorisée que la convention confère au commerce des Etats contractants. En conséquence, le Gouvernement persan prendra les mesures nécessaires en vue d'une réglementation de l'emploi des marques de

British Empire (other than the United Kingdom) which possesses a distinct customs system.

(4) The right of most-favoured-nation treatment mutually enjoyed under the convention by the subjects and commerce of the two Contracting States is to be understood as extending to the treatment of ships and boats belonging to such States, which shall, moreover, continue to enjoy equal treatment with national ships and boats in all matters relating to trade and navigation, including port and harbour facilities and charges of all kinds.

(5) Each of the Contracting States shall accord transit facilities to goods originating in or destined for the other State. It is understood that neither State is bound to grant such facilities to goods originating in territories in which similar or analogous facilities are denied to goods in transit from or to such State. The Persian Government shall draw up a customs regulation to give to this provision.

(6) Should any article produced in Persia be subjected to an excise duty, such duty shall not be leviable on similar imported goods of British origin ; but in the event of any rate of excise duty established and levied generally throughout Persia on tobacco, opium, spirits or salt exceeding the import duty applicable to similar goods, the Persian Government may, without awaiting the date of the next revision of the tariff, increase the import duty by an amount not greater than the excess, provided that if at any time the excise duty is decreased or discontinued the rate of the import duty shall be reduced accordingly.

(7) The term "products of the soil" in article 3 of the convention is to be construed as including foodstuffs and materials of industry, and the words "or materials of industry" shall accordingly be added at the end of the article referred to. It is understood that no prohibition may be made except by special Government order or decree.

(8) It is recognised that unfair competition such as the false marking of goods would infringe the right to most-favoured-nation treatment to which the commerce of the Contracting States is entitled under the convention. The Persian Government will accordingly take the necessary measures for the regulation of trade marks and merchandise marks, by which imported products

fabrication et de commerce, par laquelle les produits importés seront protégés contre la concurrence déloyale des marchandises portant des marques de fabrication contrefaites ou de fausses marques ou de fausses indications d'origine. Un règlement pour l'application de ces mesures sera élaboré par le Gouvernement persan et approuvé dans la même forme que le règlement douanier.

Il est entendu que le bénéfice de cette protection ne sera pas étendu aux produits de territoires dans lesquels une protection semblable ou analogue n'est pas accordée aux produits persans.

9. Les tarifs d'importation et d'exportation reproduits en première annexe du présent accord seront substitués aux tarifs A et C annexés à la convention. Le règlement douanier élaboré en exécution de l'article 5 de la convention sera modifié conformément à la seconde annexe du présent accord. Il est reconnu que tous les termes de la convention et de ses annexes se référant au tarif B sont devenus caducs par suite du changement des circonstances.

10. En vue de faciliter l'exécution de l'article 5 de la convention, il est convenu qu'une somme annuelle égale à 5 pour cent du produit net total des droits de douane (pour autant que ces revenus ne soient pas déjà engagés) sera affectée, pendant chacune des cinq premières années, et ensuite aussi longtemps que nécessaire, et en vertu du règlement qui doit être approuvé conformément aux dispositions de l'article 5, au paiement des dépenses de travaux permanents, pour l'amélioration des moyens dont disposent les douanes et le commerce dans les ports persans et dans les bureaux persans de douane aux frontières de terre, y compris les moyens suffisants, pratiques et rapides pour le chargement et le déchargement des navires, et le débarquement, la visite douanière, et l'emmagasinage des marchandises ainsi que leur délivrance aux destinataires. Le règlement énoncera les conditions de fixation de taxes raisonnables à percevoir par l'administration des douanes, pour l'usage desdites facilités (lesquelles taxes n'excéderont pas ce qui est suffisant pour couvrir les dépenses d'entretien ainsi que les intérêts et l'amortissement du coût original des travaux) et prévoira l'affectation exclusive des recettes de ces taxes à ces divers objets.

11. Il est convenu que le Gouvernement persan tâchera immédiatement d'élaborer et de mettre en vigueur les mesures nécessaires pour établir le système monétaire du pays sur une meilleure base et pour stabiliser le change.

Entre temps, les effets de l'article 6 de la con-

shall be protected from the competition of goods bearing counterfeit trade marks or false marks or false indications of origin. Regulations for carrying these measures into effect shall be framed by the Persian Government and approved in the same manner as customs regulations.

It is clearly understood that the benefit of this protection shall not be extended to products of territories in which similar or analogous protection is not accorded to Persian products.

(9) The import and export tariffs set out in Annex I to the present agreement shall be substituted for tariffs A and C appended to the convention. The customs regulations framed in pursuance of article 5 of the convention shall be modified as indicated in Annex II to the present agreement. It is recognised that all references to tariff B in the convention and its annexes have become obsolete through change of circumstances.

(10) With a view to assist in giving effect to article 5 of the convention it is agreed that an annual sum equal to 5 per cent. of the total net revenue from customs duties shall (in so far as such revenues are not already allocated) be appropriated during each of the next five years, and thereafter so long as necessary, under regulations to be approved in manner provided by article 5, to defray the cost of permanent works for the improvement of customs and trade facilities at Persian ports and Persian land-frontier customs stations, including adequate, convenient, and expeditious means for the loading and unloading of ships and the landing, customs examination and storing of goods and the delivery of goods to consignees. The regulations shall provide for the fixing of reasonable charges to be levied by the Customs administration for the use of such facilities (which charges shall not be more than is sufficient to defray the expense of maintenance, together with interest and depreciation of the original cost) and for devoting the proceeds of such charges exclusively to these objects.

(11) It is agreed that the Persian Government shall endeavour forthwith to frame and introduce a scheme for placing the currency of the country on a more satisfactory basis and for stabilising exchange. In the meantime, the operation of article 6 of the convention of 1903 and of article 3

vention de 1903 et de l'article 3 des observations additionnelles y annexées seront suspendus pendant une période n'excédant pas deux ans.

A défaut d'application pendant cette période d'une mesure de réforme monétaire acceptable pour les deux parties, la situation sera remise à l'Etude par les Etats contractants. Il est, cependant, entendu que si la valeur du kran par rapport à l'or vient à diminuer au point que le revenu des douanes menace d'être insuffisant pour garantir les emprunts extérieurs, le Gouvernement persan pourra (et, s'il en est requis par le Gouvernement de Sa Majesté britannique, devra), moyennant préavis d'au moins trois mois, augmenter tous les droits de douane spécifiques du pourcentage uniforme nécessaire pour pourvoir aux besoins de la situation.

12. Il est convenu que, dans les six mois après l'expiration d'une période de cinq ans à partir de la date du présent et de chaque période quinquennale subséquente, chacun des deux Gouvernements pourra, par avis donné par l'un à l'autre, requérir la réunion, dans un délai de six mois, d'une commission mixte d'experts représentant les deux Hautes Parties contractantes, à l'effet de réviser de commun accord les tarifs annexés à la convention ou le règlement douanier afin de les adapter aux nouvelles circonstances.

13. Les dispositions de la convention et du présent accord (à l'exception des tarifs et du règlement douanier dont la revision périodique est prévue au paragraphe précédent) resteront en vigueur jusqu'à l'expiration d'une période de douze mois à partir de la date à laquelle l'une ou l'autre des parties aura donné avis de son intention d'y mettre fin. Il est, cependant, entendu qu'un tel avis ne pourra être donné qu'après l'expiration d'un délai à déterminer immédiatement par un échange de notes entre les Hautes Parties contractantes.

14. Les paragraphes qui précèdent se rapportent exclusivement à la signification et à la portée de la convention de 9 février 1903, concernant les relations commerciales et douanières des deux Hautes Parties contractantes, et ne préjudicient en rien à la question du statut légal ou juridique des ressortissants des pays qui ont été placés sous la protection ou sous l'administration britanniques depuis 1914.

of the additional observations appended thereto shall be suspended for a period not exceeding two years. Failing the introduction within that period of a measure of currency reform acceptable to both parties, the position shall be reconsidered by the Contracting States, provided that, should the value of the kran relative to gold so diminish that the customs revenue is likely to be insufficient to guarantee the external loans, the Persian Government may (and if so requested by His Britannic Majesty's Government, shall), after not less than three months' notice, increase all the specific rates of customs duties by such a uniform percentage as is necessary to meet the case.

(12) It is agreed that on the expiration of five years from the present date, and of each subsequent quinquennial period, it shall be competent for either Government, by notice given to the other within six months, to require a joint meeting of experts representing the two High Contracting Parties to take place within a further period of six months for the purpose of revising by common accord the tariffs appended to the convention or the customs regulations, in order to adapt them to the altered circumstances.

(13) The provisions of the convention and of the present agreement (with the exception of the tariffs and of the customs regulations, the periodic revision of which is provided for in the preceding paragraph) shall remain in force until the expiration of twelve months from the date on which either of the parties shall have given notice of its intention to terminate them. It is, however, agreed that such notice may be given only after the expiration of a period to be fixed forthwith by exchange of notes between the High Contracting Parties.

(14) The preceding paragraphs refer exclusively to the meaning and scope of the convention of 9th February, 1903, relative to commercial and customs relations between the two High Contracting Parties, and do not in any way prejudice the question of the legal and judicial status of the nationals of countries placed under British protection or administration since 1914.

## ANNEXE I.

## TARIFS DES DROITS D'ENTRÉE ET DE SORTIE.

*Tarif des Droits d'Entrée.*

## NOTES.

1. L'importation des marchandises marquées d'un astérisque (\*) n'est actuellement permise que par les bureaux de douanes d'Enzéli, Mechédissar, Badjguiran, Meched, Nassirabad, Deuzdab, Bender Abbas, Lingah, Bouchire, Mohammerah, Ahwaz, Gourétou, Kermanchah, Djeulfa, Khoy, Ourmiah et Tauris, sauf par autorisation spéciale de l'Administration des Douanes.

2. La perception de la surtaxe temporaire d'un kran par batman sur le sucre et de 0.50 par batman sur les sirops et mélasses (voir note au tarif des droits d'entrée N° 13 [15]) est une mesure de circonstances autorisée dans le but de donner le temps nécessaire pour le développement d'autres sources de revenus, spécialement l'impôt foncier.

La surtaxe, qui est en supplément aux droits d'entrée spécifiés au tarif, sera prélevée également sur le sucre et les sirops et mélasses importés ou produits en Perse. Le taux de la surtaxe sera réduit aussitôt que possible et sera supprimé dès que d'autres sources convenables de revenus auront été trouvées pour la remplacer. La surtaxe ne pourra continuer à être perçue après le 22 mars 1922, sans consentement mutuel des Parties contractantes de la Convention anglo-persane de 1903.

3. La perception du droit d'entrée sur les œufs de vers à soie (voir tarif des droits d'entrée N° 26) est subordonnée au maintien par l'Administration des Douanes d'une organisation efficace pour l'examen bactériologique et pour le contrôle des œufs importés, à chaque bureau de douane par où l'importation est permise.

4. Pour ce qui concerne les marchandises vendues avant le 22 mars 1920 suivant contrat en vertu duquel elles sont livrables en Perse franco de droits de douane, ces derniers étant compris dans le prix de vente, ou sans spécification concernant le paiement des droits de douane pour celles qui en étaient exemptes, il a été convenu ce qui suit :

- a) Si ces marchandises étaient antérieurement exemptes de droits d'entrée et

## ANNEX I.

## IMPORT AND EXPORT TARIFFS.

*Import Tariff.*

## NOTES.

(1) The importation of goods the names of which are marked with an asterisk is permitted, at present, only at the customs stations at Enzeli, Meshedisar, Baj-giran, Meshed, Nasirabad, Duzdap, Bandar Abbas, Lingah, Bushire, Mohammerah, Ahwaz, Quraitu, Kermanshah, Julfa, Khoi, Urumiah and Tabriz, except by special permission of the customs administration.

(2) The levying of the temporary surtax of 1 kran per batman on sugar and 50 cents per batman on syrups and molasses (see note to Import Tariff N° 13 [15]) is an emergency measure authorised in order to give time for the development of other sources of revenue, especially land revenue. The surtax, which is in addition to the import duty specified in the tariff, will be imposed equally on sugar, syrups and molasses imported into and produced in Persia. The rate of surtax will be reduced as soon as practicable, and will be discontinued as soon as other suitable sources of revenue can be made available to replace it. The surtax cannot, without mutual consent of the parties to the Anglo-Persian Convention of 1903, be continued beyond the 22nd March, 1922.

(3) The levying of the import duty on silkworms' eggs (see Import Tariff N° 26) is conditional on the maintenance by the customs administration of an efficient organisation for the bacteriological examination and control of the imported eggs at each customs station through which the import is permitted.

(4) As regards goods sold before the 22nd March 1920, under contracts in virtue of which the goods are to be delivered in Persia duty paid, customs duty being included in the sale price, or without any specification regarding payment of duties in the case of goods which were not subject to customs duty, it is agreed as follows :—

- (a) If the goods were formerly exempt from import duties and are subject to